

La démocratie référendaire dans les ensembles plurinationaux

SOUS LA DIRECTION DE

Amélie Binette et Patrick Taillon



**Presses de
l'Université Laval**

Évolution de l'appui à l'indépendance du Québec de 1995 à 2015

SIMON LANGLOIS*

L'appui des citoyens à l'indépendance du Québec n'a cessé de décliner depuis le référendum de 1995, au point où il est permis d'avancer que le mouvement pour la souveraineté (ou pour l'indépendance) est en crise vingt ans après le vote historique. Nous proposons d'abord de cerner empiriquement l'évolution des intentions de vote sur l'indépendance au fil des vingt années qui se sont écoulées depuis le 30 octobre 1995. Le déclin annoncé des appuis au projet est-il avéré et comment a-t-il évolué dans le temps? En soulevant cette question, nous suivons un enseignement de Fontenelle donné il y a quatre siècles: avant de nous interroger sur les causes d'un phénomène, il faut *a priori* nous assurer qu'il existe. Nous nous attarderons ensuite sur les causes derrière les intentions de vote pour ou contre l'indépendance et sur les facteurs d'explication possible en développant davantage trois aspects: l'étude des raisons des acteurs, la structure du système d'action et les éléments de conjoncture.

Auparavant toutefois, une précision sémantique s'impose. Faut-il parler de souveraineté nationale ou plutôt d'indépendance? Historiquement, le Parti québécois a toujours identifié son projet politique en conjuguant la souveraineté du Québec à l'association avec le Canada, marquant ainsi la nécessité d'une rupture moins radicale de l'ordre constitutionnel établi. Mais avec le temps, l'option de l'indépendance nationale s'est peu à peu imposée dans l'imaginaire, sans exclure cependant l'idée d'une association qui serait négociée avec le reste du Canada une fois acquis un vote positif en faveur du projet. Le référendum écossais sur l'indépendance, tenu le 18 septembre 2014, sert désormais de cadre de référence, au point où le mot « indé-

* Professeur émérite au Département de sociologie de l'Université Laval.

pendance» a pris le dessus sur le mot «souveraineté» pour désigner le projet porté par trois partis politiques québécois (le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale). Dans le texte qui suit, nous emploierons les deux concepts en les considérant comme synonymes du même projet. En fait, ils traduisent ce que nous nommerons le «sentiment souverainiste».

1. DÉCLIN TENDANCIEL DE L'APPUI À L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC

Nous avons analysé les résultats de 44 sondages menés entre 1995 et 2015 portant sur l'option souverainiste et sur l'indépendance du Québec. Les données ont été collectées par la firme Léger marketing dans le cadre de ses sondages omnibus ou dans les sondages *ad hoc* sur la question nationale. Au total, 44 972 personnes âgées de 18 ans et plus ont été interrogées. Aux fins de l'étude, nous avons empilé les sondages afin d'examiner les relations entre les traits caractéristiques des répondants (âge, sexe, etc.) et les opinions exprimées.

Il faut préciser que les données ne sont pas strictement comparables sur une période aussi longue. Tout d'abord, la méthode de recueil des données a changé en cours de route. Les sondages ont été menés par appels téléphoniques à partir de l'année 1995 et par Internet, sur le site Web de la firme, dans les années 2000, modifiant ainsi les marges d'erreur. Les études spécialisées ont cependant montré que les enquêtes réalisées par Internet présentaient désormais une bonne fiabilité aux résultats. Il faudra tenir compte de ce changement dans l'analyse des données. Signalons ensuite que l'énoncé de la question posée dans les sondages a varié au cours de cette période. Entre 1995 et 2007, la question soumise aux répondants reproduisait celle du référendum de 1995 et elle portait sur la souveraineté du Québec faisant explicitement référence à l'offre de partenariat avec le Canada anglais. La question retenue par les sondeurs à partir de l'année 2007 a porté, quant à elle, sur l'appui à l'indépendance du Québec, et ce, sans renvoi à un éventuel partenariat.

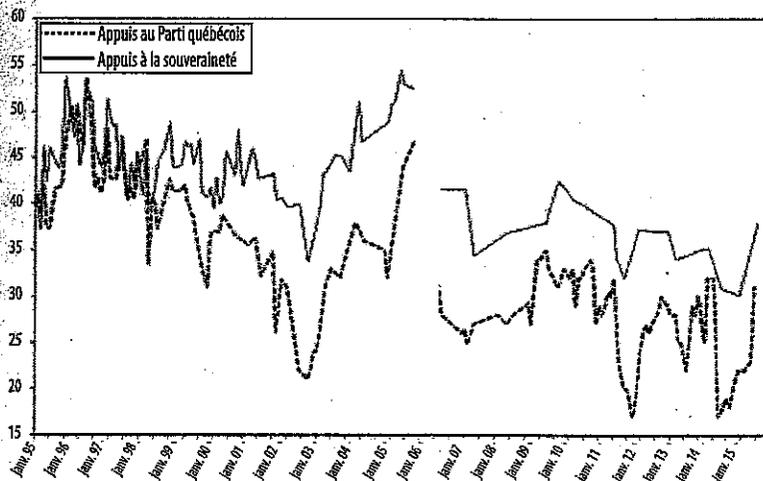
Les résultats obtenus dans les 44 sondages sont présentés dans le graphique 1. La brisure au milieu du graphique sépare clairement les réponses aux deux types de questions sur la

Évolution de l'appui à l'indépendance du Québec de 1995 à 2015

souveraineté et sur l'indépendance. L'exercice laisse voir une tendance de fond à la baisse dans le niveau global d'appui à l'option souverainiste et, par la suite, à l'indépendance du Québec. C'est le premier résultat à retenir.

Graphique 1

Proportions des personnes ayant l'intention de voter Oui à la souveraineté et appuis au Parti québécois selon la date des sondages de 1995 à 2015, Québec



Source: Données publiées par la firme Léger Marketing sur leur site Web et données fournies aux auteurs par la firme Léger Marketing

Le graphique montre ensuite que l'appui à la souveraineté du Québec était fortement corrélé à l'intention des électeurs de voter pour le Parti québécois après le référendum de 1995 jusqu'à la fin du siècle (voir les courbes qui se superposent à la gauche du graphique). Ajoutons qu'il en était de même avant le référendum (donnée non publiée dans le graphique). Mais les choses ont profondément changé à partir de l'année 1999, passée à l'histoire comme celle de la recherche du déficit zéro par le gouvernement de Lucien Bouchard, ce qui a heurté une partie importante de sa clientèle électorale. La grève des infirmières de l'hiver 1999 a marqué un tournant dans l'opinion publique, lequel a été néfaste au mouvement souverainiste. On voit alors apparaître un écart important entre l'adhésion à l'option souverainiste/indépendantiste et l'appui donné au Parti québécois. Même en ajoutant les intentions de vote pour

les deux autres partis politiques ouvertement souverainistes mis sur pied dans les années suivantes, l'appui aux partis souverainistes est demeuré plus bas que le soutien de l'option indépendantiste dans les années 2000. Le graphique montre un sursaut de l'appui au camp du Oui entre 2003 et 2005, mais la tendance à la baisse s'est de nouveau manifestée.

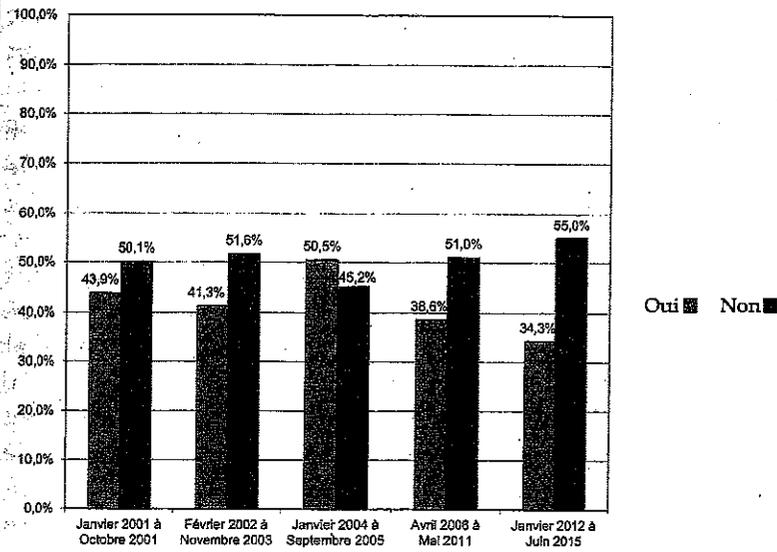
Un autre enseignement est à tirer de ce graphique. La référence à l'indépendance du Québec emporte moins l'adhésion que la référence à la souveraineté-association, comme on le voit dans la partie droite du graphique. Cela peut être dû à la connotation du mot «indépendance» – associé, dans l'imaginaire populaire, à la rupture radicale, une perception alimentée par les discours alarmistes des opposants à l'option indépendantiste –, mais cette tendance vers le bas peut aussi être attribuable au déclin du sentiment souverainiste/indépendantiste lui-même au cours de cette période.

Cette hypothèse est appuyée lorsqu'on sépare les réponses fermes (Oui ou Non) et les réponses discrètes (Né sais pas). Pour ce faire, nous avons compilé les sondages en cinq grands blocs ou périodes afin d'avoir suffisamment de répondants pour effectuer les analyses, soit les années a) 2001; b) 2002-2003; c) 2004-2005; d) 2006-2011 et e) 2012-2015. La diminution du nombre de sondages au cours des dernières années explique leur regroupement sur une période plus longue.

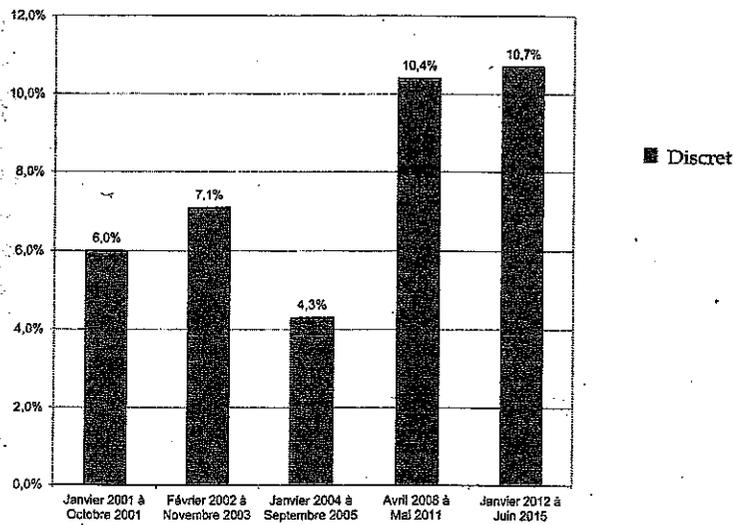
Les opinions fermes «Oui et Non» sont présentées dans le graphique 2 et les opinions indécises, dans le graphique 3. Les intentions fermes de voter Non à une éventuelle question référendaire se situent clairement au-dessus de la base des 50% au cours des quinze dernières années (de 2001 à 2015). Elles montent même à 55% pour la période de janvier 2012 à juin 2015. Par contre, les données empilées indiquent un net déclin des intentions fermes de voter Oui à une question référendaire, passant de 43,9% en 2001 à 34,3% pour la dernière période considérée (de 2012 à 2015). Il y a nettement une plus grande volatilité des intentions de vote dans le camp des indépendantistes. Ces derniers constituent une sorte de noyau dur autour de 40% de la population, mais ce dernier aurait eu tendance à s'effriter à partir des années 2010. Les électeurs indécis sont par ailleurs

Évolution de l'appui à l'indépendance du Québec de 1995 à 2015

Graphique 2
Intention de vote sur la souveraineté au total selon les périodes,
sondages compilés OUI et NON fermes, 2001 à 2015



Graphique 3
Pourcentage de discrets selon les périodes, sondages compilés de 2001 à 2015



plus nombreux à mesure qu'on avance vers l'année du vingtième anniversaire du dernier référendum (2015), leur proportion dépassant les 10 % comme on le voit dans le graphique 3. Une partie de ces indécis voterait sans doute pour le Non lors d'un éventuel référendum à venir, contribuant ainsi à grossir les rangs du camp des opposants à l'indépendance du Québec.

Bref, il ressort de ces données que les opposants à l'idée indépendantiste forment un noyau dur qui dépasse la majorité absolue, et un vent d'incertitude s'est levé dans le camp des promoteurs « d'un projet de pays », pour reprendre l'expression utilisée par Pierre-Karl Péladeau à l'occasion de son court passage à la tête du Parti québécois. Cependant, il ne faut pas oublier que ces sondages offrent une photo instantanée de l'état de l'opinion en l'absence d'enjeu véritable (il n'y avait pas de référendum à l'horizon lors des enquêtes). Or, le mouvement souverainiste est aussi un mouvement social susceptible de connaître une forte mobilisation lorsqu'un enjeu se dessine réellement. On l'a ainsi observé au moment de la campagne référendaire en Écosse en 2014, alors que le camp du Oui a connu une progression constante jusqu'au jour du vote. De même, le camp du Oui en faveur du Brexit en Grande-Bretagne au cours de la campagne de 2016 a réussi à mobiliser ses troupes en emportant l'adhésion d'une majorité. Ces exemples montrent qu'il ne faut pas extrapoler les résultats des sondages tenus à un moment donné. Il faut plutôt considérer les tendances qu'ils révèlent.

Cependant, ces sondages sont utiles pour comprendre la dynamique sous-jacente aux intentions de vote. Pour ce faire, nous analyserons maintenant les raisons des acteurs, les facteurs structureaux qui caractérisent la société québécoise contemporaine et les éléments de la conjoncture, soit trois perspectives qui s'avèrent essentielles pour cerner l'état de l'appui ou de l'opposition à l'indépendance du Québec.

2. LES RAISONS FORTES DES ACTEURS

Il faut d'abord bien comprendre les raisons fortes des acteurs sociaux, celles permettant d'appuyer le projet d'indépendance du Québec ou d'être contre. Ces raisons sont multiples. Pour les saisir, relisons Alexis de Tocqueville : « L'homme

n'a pas que des intérêts; il a aussi des idées et des sentiments», écrit-il dans son livre *De la démocratie en Amérique* (1835 et 1840). La prise en compte des intérêts importe, certes, mais les acteurs agissent aussi en fonction d'autres paramètres caractérisant la rationalité cognitive (les idées que chacun a sur une question) et la rationalité affective (les valeurs et les sentiments). Durkheim avait également bien vu la nécessité de dépasser l'attention accordée à la seule rationalité instrumentale (la poursuite de l'intérêt). Relisons ce qu'il écrivait dans la Préface de la seconde édition de son célèbre ouvrage, *De la division du travail social* (1893):

Du moment que, au sein d'une société politique, un certain nombre d'individus se trouvent à avoir en commun des idées, des intérêts, des sentiments, des occupations que le reste de la population ne partage pas avec eux, il est inévitable que, sous l'influence de ces similitudes, ils soient attirés les uns vers les autres, qu'ils se recherchent, entrent en relations, s'associent, et qu'ainsi se forme peu à peu un groupe restreint, ayant sa physionomie spéciale, au sein de la société en général¹.

L'analyse des discours tenus lors des deux référendums québécois de 1980 et de 1995, de celui sur l'indépendance de l'Écosse en 2014 et de celui sur la sortie de l'Union européenne de la Grande-Bretagne en 2016 (pour poursuivre avec ces trois exemples éclairants) met en évidence l'existence des trois types de raisons fortes évoquées par Tocqueville et Durkheim.

L'intérêt propre des acteurs appelés à se prononcer compte pour beaucoup: la peur de perdre certains avantages pécuniaires (dont les pensions de la Sécurité de la vieillesse au Canada, par exemple), les appréhensions devant l'incertitude économique, l'arrêt de subventions, la fermeture de la zone de libre-échange, etc. L'intérêt personnel est une variable importante, mais aussi celui du groupe d'appartenance, sans oublier l'intérêt collectif ainsi que le perçoivent les individus.

Ensuite, les acteurs impliqués et les électeurs se réfèrent à des éléments qui relèvent de la rationalité cognitive, des connaissances et des idées. Les personnes qui débattent sur les

1. Émile DURKHEIM, *De la division du travail social*, Paris, Presses universitaires de France, [1893] 1960, p. xvi.

enjeux des référendums avancent des théories et des interprétations appuyées sur l'histoire, sur la sociologie ou sur la science politique. Jacques Parizeau a mieux que quiconque formulé un certain nombre d'idées sur les avantages, économiques et autres, de la souveraineté d'un peuple: la capacité à prendre des décisions autonomes favorisant le développement économique et social, la fin des dédoublements coûteux, etc. De même, les opposants à l'indépendance ont aussi, de leur côté, émis des arguments sur les désavantages de l'indépendance, à court terme notamment, tels que l'estimation des coûts de transition, la difficulté de maintenir une monnaie commune, etc. Les référendums offrent diverses tribunes, où s'exprime le choc des idées et s'affrontent les « conflits d'interprétation » pour reprendre une locution de Fernand Dumont.

Enfin, les aspects émotifs et les sentiments sont toujours fortement présents dans les deux camps (pour ou contre l'indépendance): attachement au drapeau et à l'identité, ouverture à l'autre, craintes des dérives nationalistes, amour de la patrie dans les deux camps, etc. L'aspect émotif était particulièrement important lors du référendum de 1995. On se rappellera que le gouvernement fédéral avait joué à fond cette carte et que les compatriotes canadiens avaient tablé sur l'attachement et même sur l'amour qu'ils portaient aux Québécois (et au Canada incluant le Québec), comme le montrent l'initiative prise par certains d'écrire des lettres personnalisées aux citoyens du Québec avant le vote ou encore la tenue de la grande manifestation d'appui au camp du Non à Montréal, y amenant à grands frais des Canadiens de tout le pays. Les trois types de raisons étaient entremêlés dans les motivations de ces derniers à converger vers la belle province, mais la dimension émotive était très visible. Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier que l'émotion et les sentiments ont même aussi contribué à diviser profondément au Québec les voisins et les familles sur l'enjeu référendaire.

Comment examiner empiriquement les raisons fortes des acteurs susceptibles d'appuyer ou de rejeter l'indépendance du Québec? Il est possible de les cerner de manière déductive ainsi que proposé par Émile Durkheim dans son analyse clas-

sique du suicide² (1897). Ce dernier suggère en effet d'identifier les caractéristiques des individus qui sont associées à la probabilité de poser une conduite, ces traits particuliers étant révélateurs des raisons d'agir³. Dans une étude des résultats du référendum de 1995 réalisée avec Gilles Gagné, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*⁴, nous avons construit une typologie des électeurs québécois à partir de quatre indicateurs susceptibles d'être liés à la probabilité de voter Oui ou Non à la question posée : la langue d'usage, l'âge, l'activité et la situation financière.

Être anglophone est associé à la probabilité de s'opposer au projet d'indépendance du Québec alors que le projet est porté principalement par des francophones. L'âge a aussi été un facteur important à considérer. En 1995, les sondages avaient en effet montré que l'appui à l'indépendance était plus fort chez les jeunes et qu'il déclinait auprès des personnes âgées de 55 ans et plus. Ces dernières étaient davantage susceptibles d'avoir été socialisées dans l'espace du Canada français, et donc enclines à « donner une dernière chance » au renouvellement de la Constitution canadienne « allant dans le sens des aspirations des Québécois », pour reprendre les termes des débats de l'époque. De même, l'activité (être en emploi ou aux études) offre aux individus le sentiment d'une meilleure prise sur leur destinée, et il est permis de penser qu'ils seront moins sensibles aux discours négatifs sur l'indépendance. Enfin, la situation financière des individus doit être considérée. Ceux en situation précaire (bénéficiaires de l'aide de dernier recours, pensionnés, etc.) et les très riches ont des raisons de craindre pour leur sécurité financière⁵.

2. Émile DURKHEIM, *Le Suicide : Étude de sociologie* [archive], Paris, Félix Alcan, 1897.

3. Ainsi, il a observé que les célibataires se suicidaient davantage que les personnes mariées. D'autres indicateurs « du commerce entre les êtres humains » ont été mis à contribution afin d'illustrer l'importance d'un bon réseau de relations sociales permettant de limiter les tendances suicidaires.

4. Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002.

5. Notre ouvrage *Les raisons fortes, id.*, précise en détail les hypothèses et la méthodologie trop rapidement esquissées ici, ainsi que les résultats détaillés de l'analyse des données.

Pour faire image, disons que les anglophones, riches, âgés et inactifs auront bien des raisons de privilégier le camp du Non au référendum québécois. Par ailleurs, la jeune classe moyenne francophone active se posera, de son côté, comme groupement porteur du projet d'indépendance. Pour l'illustrer, nous avons construit six types différents d'électeurs lors du référendum de 1995 à partir des quatre indicateurs retenus. Les types sont identifiés dans le tableau 1.

Tableau 1
Estimation du vote final pour le Oui et répartition des Oui en % au référendum de 1995 et poids des types dans la population totale selon la typologie des électeurs

	Estimation Vote final	Répartition des Oui	Poids (%)
1 Francophones, 18-54 ans En emploi et étudiants 20 000 \$ et plus	71,3	67,7	44,9
2 Francophones, 18-54 ans Inactifs et travailleurs bas revenus	49	13,9	15,9
3 Francophones, 55 ans et + Actifs	38,3	3,7	4,5
4 Francophones, 55 ans et + Inactifs	34,3	12,3	17,9
5 Anglophones et allophones 18-54 ans	9,1	2,0	12,3
6 Anglophones et allophones 55 ans et +	4,7	0,4	4,4
Total	49,4	100	100

Source: Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, *Les raisons fortes*, 2002, p. 46.

Le type I représente la jeune classe moyenne francophone qui a porté le projet de souveraineté dans les années 1980 et 1990, et ce, jusqu'au moment de la consultation populaire. Tout mouvement social est en effet soutenu par un groupement dont les membres ont des raisons de l'appuyer. Ce fut le cas du mouvement étudiant lors de la grande contestation du printemps érable de 2012, menée principalement par les étudiants

francophones des principales universités et de certaines facultés. Pensons aussi au mouvement populaire polonais des années 1980, dirigé par les ouvriers syndiqués, avec, à leur tête, ceux des chantiers maritimes de Gdansk, qui ont contesté le régime communiste en place. En raison de son rôle porteur et actif dans le mouvement souverainiste, le type I devrait être davantage favorable à l'option du Oui. Les autres types reflètent les divisions qui existent au sein de la société québécoise, comme au sein de toute société. Ainsi, les personnes classées dans les types III et IV sont des francophones âgées de 55 ans et plus en 1995, que l'on suppose plus attachées au Canada français, l'espace dans lequel elles ont été socialisées. De même, la probabilité d'avoir voté Oui devrait être un peu plus élevée dans le type V que dans le type VI à cause de l'âge des membres.

Nous rappellerons, dans les paragraphes qui suivent, les résultats de notre analyse typologique lors du référendum de 1995, avant d'étudier l'évolution subséquente du sentiment souverainiste au cours des vingt dernières années

3. RETOUR SUR LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM DE 1995

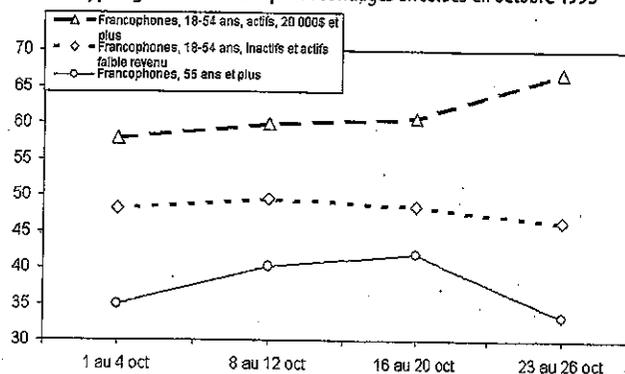
Revenons brièvement sur les résultats du référendum de 1995. Les électeurs du type I ont voté à 71,3% pour le Oui en 1995. Ce chiffre conforte l'hypothèse selon laquelle la jeune classe moyenne francophone a bel et bien porté le projet de souveraineté lors du référendum de 1995. La part du Oui a diminué dans le type II (49%) sous l'effet de l'inactivité et de la faiblesse des revenus, allant aussi dans le sens attendu. Ensuite, nous voyons bien l'effet de l'âge dans les types III et IV, soit chez les francophones plus âgés qui ont voté Oui dans une proportion d'un tiers environ. Moins nombreux, les anglophones et les allophones ont été regroupés dans les deux derniers types, et ils ont appuyé le Oui dans une faible proportion, comme prévu. Par contre, on constate que l'âge a été la source d'un capital de sympathie pour l'option souverainiste auprès des anglophones et les allophones. Ces données illustrent comment la typologie parvient à cerner les raisons fortes de voter dans un sens ou dans un autre sur cette question de l'indépendance. Elles montrent aussi l'importance de bien comprendre les lignes de clivages

qui traversent une société donnée afin de saisir les comportements qu'on y observe.

L'analyse typologique proposée présente également un intérêt pour expliquer ce qui s'est passé en 1995. En effet, le graphique 4 met en lumière que le groupement porteur – la jeune classe moyenne francophone – s'est mobilisé en faveur du Oui durant les quatre semaines de la campagne référendaire de 1995, car la part des votes favorables à l'option du Oui a augmenté dans ce type à mesure que se rapprochait la journée du vote. De même, nous voyons clairement, dans le même graphique, la démobilisation de l'appui à la souveraineté chez les personnes âgées de 55 ans et plus survenue dans la dernière ligne droite de la campagne référendaire. N'eût été ce déclin, le camp souverainiste l'aurait emporté par une mince majorité. Les données illustrent la pertinence de distinguer l'âge des électeurs. La mobilisation au sein de la jeune classe moyenne francophone et la démobilisation auprès des francophones les plus âgés au cours de la dernière semaine de la campagne traduisent bien l'idée que les opinions ne sont pas cristallisées une fois pour toutes et qu'elles s'inscrivent véritablement dans un mouvement social. Rappelons que de telles mobilisations ont été observées en Écosse, en 2014, et en Grande-Bretagne lors du vote sur le Brexit en 2016.

Graphique 4

Proportions des personnes ayant l'intention de voter Oui au référendum de 1995 selon la typologie et la date de quatre sondages effectués en octobre 1995



Source: Données fournies par la maison Léger Marketing. Calculs des auteurs

Comment ont évolué les intentions de vote pour ou contre l'indépendance au sein des six types retenus dans l'étude du vote référendaire de 1995 au cours des vingt ans qui ont suivi? Leur analyse aidera à mieux comprendre le déclin du support donné au projet d'indépendance décrit plus haut.

4. DÉCLIN DE L'APPUI À L'INDÉPENDANCE AU SEIN DU GROUPEMENT PORTEUR DU PROJET

Le tableau 2 présente l'état de l'appui à l'indépendance du Québec dans les six types d'électeurs distingués précédemment entre 2001 et 2015. Nous avons cependant modifié le critère de l'âge dans la construction de la typologie en haussant à 65 ans la limite séparant les individus en deux grands groupes, puisque les Québécois socialisés dans l'espace sociohistorique du Canada français avaient vieilli.

Le fait le plus marquant qui ressort de l'examen des données du tableau 2 est le fort déclin des appuis accordés à l'option indépendantiste au sein du groupement porteur du projet, mais aussi dans celui des personnes âgées (65 ans et plus) restées actives (en emploi sur le marché du travail). L'activité professionnelle (y compris la poursuite des études) est fortement liée au déclin noté. Les personnes qui travaillent ou étudient se seraient donc désintéressées du projet souverainiste. On le voit nettement dans les chiffres rapportés dans le tableau. Les intentions fermes de voter Oui à une question référendaire sont passées dans le type I, de 51,4% en moyenne en 2001 à 39,7% en moyenne en 2012-2015, et de 40% à 34,8% dans le type III chez les personnes âgées actives (65 ans et plus). Par comparaison, les intentions de voter Oui sont restées assez stables dans les deux autres groupes francophones inactifs, où le capital de votes souverainistes est assez constant, sauf au moment de la poussée relevée en 2004-2005 (2^e et 4^e lignes du tableau), montrant ainsi bien l'effet de l'activité. Autrement dit, le camp souverainiste a conservé ses appuis dans une sorte de noyau dur d'électeurs convaincus et acquis à l'idée d'indépendance chez les inactifs, mais non au sein de la population active.

La démocratie référendaire dans les ensembles plurinationaux

Tableau 2
Proportions de répondants ayant l'intention de voter Oui à une question référendaire
selon la typologie des électeurs et la date des sondages

Typologie	2001	2002	2004- 2003	2006- 2011	2012- 2015
1 Francophones, 18-54 ans En emploi et étudiants 20 000 \$ et plus	51,4	50	59,5	44,1	39,7
2 Francophones, 18-54 ans Inactifs et travailleurs à bas revenus	43,8	42,8	52,8	42,1	42,9
3 Francophones, 55 ans et + Actifs	40	35,1	41,8	39,1	34,8
4 Francophones, 55 ans et + Inactifs	33,9	29,8	38	36,7	37,6
5 Anglophones et allophones 18-54 ans	19,2	15,5	22,9	9,8	5,9
6 Anglophones et allophones 55 ans et +	12,3	12,9	14,1	6,1	2,5
Total %	43,9	41,3	50,5	38,8	34,3
N	7 020	10 023	13 032	9 568	5 195

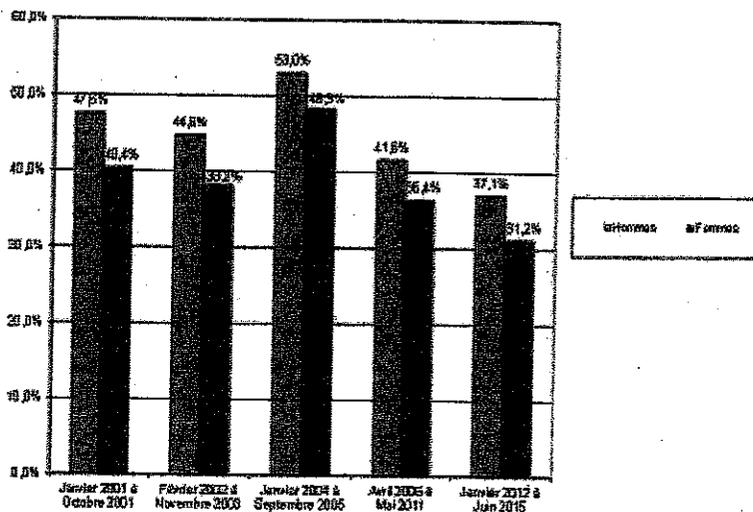
On observe ensuite que les intentions de vote pour l'indépendance ont régressé chez les anglophones et surtout chez les allophones (langue maternelle tierce) à partir de 2006 et dans les années 2010. Les débats sur l'identité qui ont entouré la Commission Bouchard-Taylor et qui ont eu lieu durant l'épisode de la Charte des valeurs ont éloigné les électeurs issus de l'immigration de l'adhésion au projet indépendantiste.

Le troisième grand constat à tirer indique que le déclin des appuis à la souveraineté est plus prononcé auprès des femmes dans tous les six types, et ce, tout au long des années 2000. L'appui à cette option a glissé sous la barre des 40 % chez les femmes, comme on peut le voir dans le graphique 5. Un véritable clivage selon le sexe a émergé au fil des ans. On rappellera que les femmes avaient majoritairement voté contre le projet de souveraineté en 1995, mais ce résultat avait été attribué surtout

Évolution de l'appui à l'indépendance du Québec de 1995 à 2015

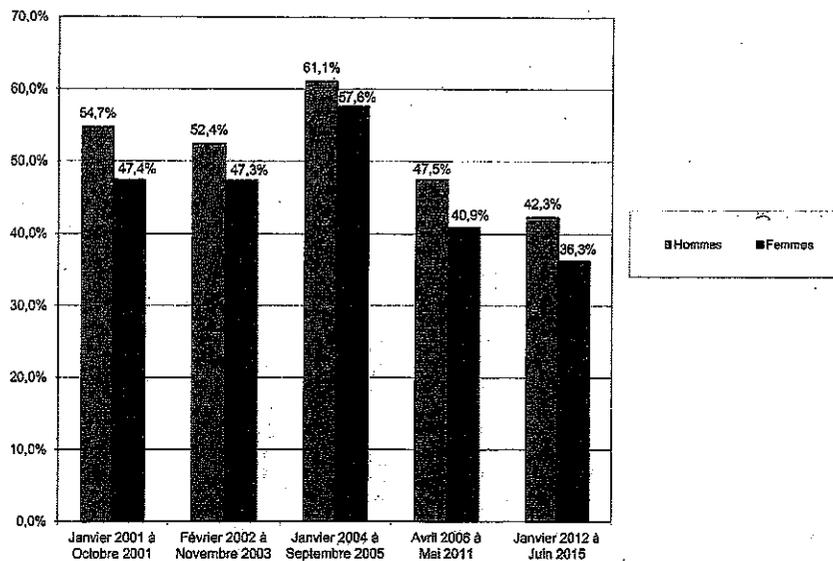
à un effet d'âge (les femmes vivent plus vieilles et les personnes âgées ont voté majoritairement contre le projet). Vingt ans plus tard, l'effet du sexe n'est plus seulement dû à la structure d'âge, mais il existe bien une différence statistiquement significative entre les femmes et les hommes.

Graphique 5
Pourcentage de OUI fermes au total selon le sexe, 2001 à 2015



Fait à souligner, ces différences selon le sexe sont importantes au sein du type porteur du projet d'indépendance de même que chez les personnes inactives qui ont moins de 65 ans (graphique 6). Cet écart est apparu à l'époque de l'atteinte du déficit zéro au tournant des années 2000 et il ne s'est jamais rétréci de manière significative, même au cours des années 2004-2005, marquées par un rebond des appuis à l'idée indépendantiste. Par contre, les différences entre les deux sexes sont moins importantes dans les autres types (personnes âgées et anglophones/allophones), où seules les personnes les plus acquises à l'idée d'indépendance restent fidèles à leurs convictions. Le clivage entre les femmes et les hommes caractérise donc l'ensemble de la population active définie au sens large.

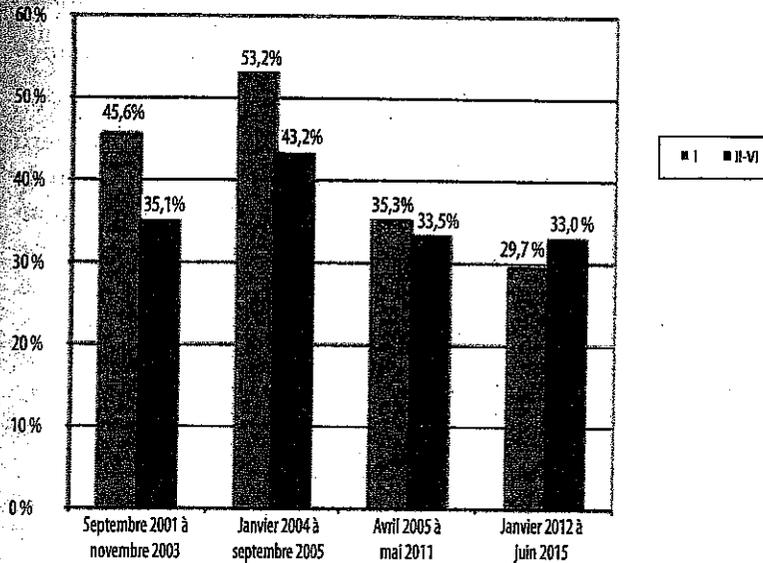
Graphique 6
Pourcentage de OUI fermes au sein du TYPE I selon le sexe, 2001 à 2015



Le quatrième constat est le faible taux de soutien à l'option indépendantiste dans la grande région de Québec. La faiblesse du Oui dans la capitale nationale avait déjà été notée en 1995, alors que l'appui à la souveraineté n'avait pas été aussi fort qu'il avait été espéré dans le camp du Oui. Il s'agit d'ailleurs de l'une des causes de la défaite de l'option souverainiste proposée aux électeurs cette année-là. Or, nos données indiquent que le soutien à l'indépendance du Québec a fortement chuté dans tous les types que nous avons distingués, et de manière encore plus prononcée au sein du type I, le type porteur du projet (graphique 7). Il se situe même en bas de 30% en moyenne entre les années 2012 et 2015. La baisse est considérable et lourde d'implications pour le mouvement indépendantiste, car elle touche de plus particulièrement le groupe porteur. Ces données confirment le moindre enthousiasme qui avait été accordé au projet de souveraineté-partenariat dans la région de Québec en 1995, lequel n'a fait que s'accroître par la suite.

Évolution de l'appui à l'indépendance du Québec de 1995 à 2015

Graphique 7
Pourcentage de OUI fermes dans la région de Québec selon la typologie,
sondages compilés, 2001 à 2015



Rappelons au passage que la ville et la région immédiate de Québec ont donné un large appui à des partis conservateurs tant aux élections fédérales que provinciales, au point où plusieurs commentateurs ont parlé d'un « mystère Québec ». Nous avons proposé ailleurs des éléments d'explication de ce mystère que nous résumerons succinctement⁶. Les citoyens de la ville (et de la région immédiate) de Québec vivent déjà dans l'assurance d'une capitale nationale dotée d'un statut symbolique gratifiant et jouissant d'importants pouvoirs régaliens. Par ailleurs, les appréhensions que peut susciter l'anglais ailleurs au Québec (langue de travail, langue d'attraction pour les immigrants, par exemple dans la grande région montréalaise) jouent peu ou ne jouent pas du tout dans la capitale.

Deux autres constats complèteront l'analyse. Ils ont trait cette fois à l'effet d'âge et à l'effet de génération, qu'il importe

6. SIMON LANGLOIS, « Québec 2008. Portrait social », dans MIRIAM FAHMY (dir.), *L'état du Québec 2009*, Montréal, Fides, 2008, p. 40.

de distinguer. Considérons d'abord l'année 2001, au cours de laquelle l'effet d'âge apparaît nettement dans les sondages, comme c'était d'ailleurs le cas dans les années 1990 (tableau 3). Les électeurs plus jeunes appuient l'indépendance en majorité – 55 % chez les 18-24 ans –, puis le taux d'appui diminue à partir de l'âge de 54 ans, encore davantage après 65 ans. Cet effet d'âge s'est maintenu à peu près au même niveau jusqu'en 2005, mais il s'est ensuite atténué, et il est pratiquement disparu dans les sondages empilés des années 2012 à 2015. Le niveau de l'appui à la souveraineté a glissé à environ un tiers des répondants dans les six groupes d'âge retenus. L'effet de l'âge est pratiquement disparu.

Tableau 3
% de OUI fermes

	2001	2002-2003	2004-2005	2006-2011	2012-2015
• 18-24	55	52	57	44	32
• 25-34	45	47	54	40	35
• 35-44	46	41	51	38	29
• 45-54	47	44	55	40	34
• 54-64	38	36	49	39	42
• 65 +	31	28	36	33	32

Par contre, on voit apparaître un important effet de génération qui contribue à la disparition de l'effet d'âge noté plus haut. L'examen de la première ligne du tableau 2 indique un net déclin de l'appui à l'indépendance du Québec chez les 18-24 ans, la proportion passant de 55 % en 2001 à 32 % en 2012-2015. Au cours des dernières années, les nouvelles cohortes arrivées à l'âge de voter favorisent moins l'option du Oui que les précédentes au même âge. Par contre, les personnes âgées de 65 ans et plus maintiennent leurs engagements envers l'indépendance entre 2001 et 2015. D'une colonne à l'autre dans ce tableau, la proportion d'électeurs âgés favorisant l'indépendance reste constante à environ un tiers, même si un certain nombre de personnes décédées ont été remplacées par d'autres qui ont atteint 65 ans. L'effet d'âge joue dans ce groupe (on

appuie moins la souveraineté quand arrive la soixantaine), mais non l'effet de génération: le noyau des souverainistes âgés est resté assez stable en proportion au sein de leur groupe d'âge.

Après avoir dégagé les caractéristiques et les comportements des individus appelés à voter, nous examinerons la structure du système d'action dans lequel prennent place leurs intentions et leurs projets.

5. LA STRUCTURE DU SYSTÈME D'ACTION

Après le référendum de 1995, certains commentateurs (dont Bernard Landry) ont avancé l'hypothèse des « *dying federalists* ». À mesure qu'on progresserait dans le temps, le décès des personnes les plus âgées – en majorité contre l'indépendance du Québec et plus attachées au Canada – favoriserait l'option indépendantiste à cause de l'arrivée de nouvelles générations de personnes âgées davantage souverainistes. Cet argument s'appuie sur la modification de la structure d'âge du Québec – une importante composante de ce que nous appelons la structure du système d'action –, mais il suppose que les acteurs ne changent pas leurs comportements en vieillissant, ce qui n'est pas le cas comme on l'a constaté plus haut.

Plus largement, l'analyse sociologique ne doit pas se limiter à étudier les comportements et les intentions des individus ainsi que leurs évolutions. Elle doit aussi prendre en compte les caractéristiques structurelles de la société québécoise et voir comment elles varient dans le temps, ce qui se révèle essentiel dans l'étude des intentions de vote pour ou contre l'indépendance. Deux traits sont particulièrement importants: la structure d'âge et la composition de la population québécoise.

Examinons d'abord la structure d'âge. Nous avons vu précédemment que le groupe porteur du projet d'indépendance (le type I) avait voté à 71,3% pour le Oui au référendum de 1995, et qu'il avait donné les deux tiers du total des voix en faveur du Oui. Or, ce groupe comptait à l'époque pour 45% de la population. Ses membres n'étaient donc pas assez nombreux pour atteindre la majorité des 50% + 1. Le mouvement souverainiste se devait de convaincre une part plus élevée des individus

appartenant à d'autres groupes d'âge – et notamment les francophones plus âgés – ou, encore, des individus ayant d'autres caractéristiques tels que les anglophones ou les immigrants allophones, lesquels avaient rejoint majoritairement le camp du Non, ce qui n'a pas été le cas. Vingt ans après la consultation de 1995, la part des jeunes dans la population québécoise a régressé, passant de 20,5 % chez les 20-29 ans en 1995 à 18,7 % en 2015. De son côté, la part des personnes âgées de 60 ans et plus a fortement augmenté, grim pant de 16,2 % en 1995 à 24,3 % en 2015⁷. Le changement structurel est donc fort important et il aura un impact non négligeable sur l'estimation du niveau de soutien à l'option indépendantiste à l'échelle de la société globale québécoise.

Tableau 4
Poids dans la structure, % de OUI selon l'âge

	2001	2012-2015
• 18-24	13,8	52
• 25-34	18,3	47
•
• 54-64	12,4	22
• 65 +	8,9	18,8
Total	100	100

Comme les jeunes appuient en moins forte proportion le projet d'indépendance et comme, par ailleurs, leur poids collectif a diminué au sein de la population québécoise à cause de la dénatalité prolongée qu'a connue la société, il en découle que les partisans de l'indépendance se recrutent davantage dans les tranches d'âge les plus élevées. Autrement dit, sur la base des données analysées plus haut, nous estimons que la part des jeunes (18-35 ans) parmi les indépendantistes a régressé entre 2001 et 2015, passant du tiers au quart en quinze ans (tableau 4). En raison du vieillissement de la population notamment, la pro-

7. Données de l'Institut de la statistique du Québec, [En ligne], [<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/index.html>].

portion des appuis totaux donnés à l'option indépendantiste par les électeurs âgés de 55 ans et plus a grimpé de 21,3 % à 40,8 %. Il en est résulté un vieillissement important de la clientèle appuyant ce projet politique.

L'autre changement structurel important caractérise la composition de la population québécoise selon la langue d'usage et selon l'origine ethnique. Le Québec accueille chaque année entre quarante et cinquante mille immigrants, ce qui en fait une société très ouverte à l'accueil de nouveaux arrivants. De janvier 1996 à décembre 2015, le Québec a reçu sur son territoire 846 000 immigrants de tous âges (incluant les personnes réfugiées), ce qui a contribué à changer la composition de la population totale, laquelle dépasse maintenant les huit millions d'habitants. Par ailleurs, une partie de ces nouveaux arrivants a par la suite quitté le territoire québécois afin de migrer vers d'autres provinces canadiennes, mais il faut noter que le solde migratoire négatif a régressé dans les années 2000, le Québec affichant depuis une quinzaine d'années un bilan plus avantageux⁸.

Nous savons par les enquêtes que les immigrants appuient en moins forte proportion le projet de souveraineté, comme on l'a observé plus haut. En outre, la promotion d'une charte des valeurs sous le gouvernement de Pauline Marois a été mal perçue par une partie de la population immigrante installée au Québec, ce qui n'a rien fait pour favoriser l'appui à l'option politique portée par le Parti québécois. Ajoutons à cela que ce dernier a réduit après 1995 ses efforts pour convaincre les membres des communautés culturelles d'appuyer l'option indépendantiste. Or, comme le nombre d'immigrants a augmenté au sein de la population québécoise en vingt ans, ce changement structurel a forcément un impact sur le niveau global d'appui au projet de souveraineté.

8. À titre d'exemple, le solde migratoire net entre le Québec et les autres provinces canadiennes a été de -12 626 en 1996 et de -17 436 en 1997, puis de -3 258 en 2010 et de -3 291 en 2011. Pour une analyse plus complète, voir SIMON LANGLOIS, « Portrait démographique du Québec: une décennie dynamique », dans MIRIAM FAHMY (dir.), *L'État du Québec 2014*, Montréal, Boréal, 2013, p. 39.

6. LE CONTEXTE SOCIOHISTORIQUE ET LA CONJONCTURE DES ANNÉES 2000

Vingt après le référendum de 1995, le contexte sociohistorique international, canadien et québécois est complètement différent de ce qu'il était en 1995. Les choix et les prises de décision des acteurs se font en tenant compte d'un environnement nouveau et d'une conjoncture inédite. « Des gens ayant les mêmes caractéristiques peuvent agir différemment dans des contextes différents », avançait avec justesse Alexis de Tocqueville il y a plus d'un siècle et demi.

Il serait assez hasardeux d'estimer de manière précise l'effet de la conjoncture, toujours changeante, et du contexte des années à venir 2015-2020. Pour fixer les idées, nous esquisserons plutôt un certain nombre d'éléments susceptibles d'avoir joué un rôle dans l'évolution du sentiment souverainiste déglagée plus haut et dans l'évolution des intentions de vote. Certains de ces éléments conjoncturels et sociohistoriques seront sujet à d'alimenter l'appui à l'indépendance et d'autres au contraire iront contre cet appui. Nous ne tenterons toutefois pas de spéculer sur leur impact tout en indiquant au passage certaines implications qui paraissent s'imposer. Nous considérerons successivement les contextes international, canadien et québécois.

6.1 Contexte international

Considérons d'abord des éléments du contexte international. La société québécoise n'est pas la seule à héberger un mouvement souverainiste. D'autres sociétés de taille comparable ont aussi en leur sein des mouvements semblables. C'est le cas de l'Écosse et de la Catalogne, qui ont tenu des référendums s'apparentant à ceux du Québec.

L'Écosse et le gouvernement britannique s'étaient entendus sur la formulation d'une question claire et simple soumise au référendum du 18 septembre 2014: « *Should Scotland be an independent country?* » (« L'Écosse doit-elle être un pays indépendant? »). Le SNP écossais avait d'ailleurs dû accepter de modifier la question initialement formulée en enlevant les quatre premiers mots de la question suivante: « Do you agree that Scot-

land should be [...]?», pour la raison qu'un appel à l'acceptation comportait une connotation positive susceptible d'influencer le vote. Il est à prévoir que cet énoncé sera cité comme modèle de question, notamment dans le camp des opposants à l'indépendance du Québec qui ont déploré publiquement par le passé «le caractère ambigu» et «la complexité» des deux questions posées dans les référendums de 1980 et de 1995.

Une autre raison sera sans doute avancée, soit le Renvoi de la Cour suprême du Canada ainsi que la Loi sur la clarté adoptée par le gouvernement fédéral qui balisent la formulation d'une future question référendaire sur l'indépendance du Québec. Or, les sondages montrent clairement qu'une question plus directe faisant référence au Québec comme pays indépendant emporte moins l'adhésion qu'une question comportant la mention d'une association avec le Canada. Si cela est juste, l'indépendance parfois qualifiée de «pure et dure» qu'impliquerait une question ressemblant à celle posée en Écosse risque fort de recevoir un appui inférieur au seuil des 50% + 1. Par contre, le référendum écossais a donné une grande légitimité à la majorité simple lors d'une telle consultation.

Un autre enseignement à tirer de la démarche écossaise tient au fait qu'il y a eu discussions et accord entre les gouvernements britannique et écossais sur la démarche référendaire, alors qu'il n'y avait pas eu d'accord semblable entre le gouvernement canadien et le gouvernement québécois en 1980 et en 1995 avant la consultation populaire. Les deux gouvernements du Parti québécois avaient plutôt insisté sur l'autonomie de leur démarche. On ignore ce qu'il en serait si un troisième référendum était annoncé, mais il est à prévoir que l'exemple écossais sera évoqué à l'appui d'une plus grande implication d'Ottawa dans le processus. Cela dit, rappelons que le gouvernement québécois avait réagi à la Loi sur la clarté en faisant adopter le 13 décembre 2000, la *Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec* qui réaffirme la liberté du Québec à aller seul de l'avant dans un futur référendum sur l'indépendance⁹.

9. Cette loi est contestée devant la Cour supérieure du Québec au moment d'écrire ces lignes.

Considérons un deuxième élément du contexte international. La sécurité nationale est devenue une véritable obsession aux États-Unis après le 11 septembre 2001, ce qui ne manquera pas de teinter un éventuel débat référendaire qui pourrait avoir lieu au Québec¹⁰. En 1995, les Américains s'étaient tenus à l'écart de la campagne référendaire québécoise, mis à part une allusion assez directe du président Clinton à sa préférence pour un Canada uni lors d'une visite à la veille du référendum. En sera-t-il de même à l'avenir? Il est permis de penser que les Américains verront d'un œil différent la possibilité d'une fracture du Canada, susceptible de redessiner leur frontière au nord. Il s'avère difficile cependant de prévoir exactement ce qu'il en sera, tellement il y a d'inconnus sur ce plan.

De son côté, le gouvernement français a, pour sa part, pris une certaine distance des aspirations à l'indépendance du Québec. La doctrine du Ni-Ni — «Ni ingérence ni indifférence» — sur l'avenir constitutionnel du Québec a été abandonnée sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Il est par ailleurs indéniable qu'il existe, dans la classe politique française, une certaine froideur ou du moins une certaine fatigue par rapport «le projet des indépendantistes québécois qui s'éternise» pour reprendre un commentaire fréquemment entendu au sein de la classe politique française dans les années 2000. Les plus chauds partisans français de l'option indépendantiste québécoise (et, parmi eux, de nombreux gaullistes) ont quitté la scène politique et les leaders contemporains du mouvement indépendantiste n'ont pas établi les mêmes types de contacts avec les femmes et hommes politiques français, contrairement à la stratégie adoptée par leurs homologues d'hier, notamment sous le gouvernement de Jacques Parizeau.

Allons plus loin. Observatrice bien informée, Anne Legaré a bien résumé dans son livre *Le Québec, otage de ses alliés*¹¹ le

10. Guy LACHAPPELLE, «La reconnaissance des États. Quelle aurait été la position des États-Unis au lendemain d'un "Oui" écossais en 2014... et d'un "Oui" québécois en 1980 et 1995?», dans Patrick TAILLON et Amélie BINETTE (dir.), *La démocratie référendaire dans les États plurinationaux*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2017.
11. Anne LÉGARÉ, *Le Québec otage de ses alliés : les relations du Québec avec la France et les États-Unis*, Montréal, VLB éditeur, 2003.

paradoxe qui caractérise les relations entre les indépendantistes québécois, d'un côté, et les Américains et les Français, de l'autre. Les observations qu'elle a livrées sont d'une étonnante actualité et elles demeurent pertinentes. L'auteure signale avec justesse que les Québécois insistent sur leur américanité alors que les États-Unis expriment des réserves sur le projet d'indépendance de l'entité francophone du Nord. Cette insistance sur l'américanité ne suffit pas à emporter l'adhésion à ce projet au sud du 45^e parallèle. Par ailleurs, en affirmant ainsi leur américanité, les Québécois affichent leurs différences avec les Français alors que la langue et l'histoire devraient les rapprocher davantage. La France est elle-même réticente à reconnaître officiellement les implications politiques des identités régionales sur son territoire et en Europe, pensons ici à la Corse. Elle a aussi établi «une alliance de raison» avec le Canada et elle y conserve d'importants intérêts économiques. Bref, les intérêts des États américain et français ne sont pas nécessairement alignés sur ceux des promoteurs de l'idée indépendantiste au Québec.

6.2 Contexte canadien

La gauche canadienne avait manifesté un certain capital de sympathie envers le mouvement souverainiste à l'occasion du premier référendum de 1980, reconnaissant les torts historiques dont avaient été victimes les francophones au Canada avant l'avènement du bilinguisme institutionnel à l'échelle du pays et avant l'adoption de la Charte des droits de la personne en 1982. Elle a, par la suite, pris ses distances du mouvement souverainiste québécois, notamment parce que le Québec avait massivement appuyé l'accord de libre-échange nord-américain sous le gouvernement Mulroney. Lors du référendum de 1995, le gouvernement canadien, dirigé par Jean Chrétien, et bon nombre de citoyens du Canada avaient joué la carte de l'amour et du «Ne me quitte pas» (Jacques Brel), comme en témoigne le grand rassemblement du «*meeting d'amour*» («*love meeting*») de Montréal le 28 novembre 1995.

Un net changement dans l'opinion publique canadienne est survenu dans les années qui ont suivi 1995, notamment au lendemain du célèbre discours de Jacques Parizeau le soir de la

défaite de son camp. Le nationalisme québécois a été en effet discrédité comme étant « ethnique » et « refermé sur lui-même » et l'option indépendantiste a été en quelque sorte diabolisée dans une partie importante de l'opinion publique canadienne. « Le PQ a révélé son vrai visage », avait alors avancé en éditorial le *Globe and Mail*, un jugement à l'emporte-pièce qui résume bien le changement radical d'humeur largement partagé.

Avec le recul du temps, il apparaît clairement que le gouvernement fédéral était mal préparé à affronter les tenants de la souveraineté en territoire québécois au moment du deuxième référendum, et on a reproché à Jean Chrétien ce manque de préparation. La stratégie de l'État central sera sans nul doute très différente lors d'un troisième (éventuel) référendum, ce dernier jouant la carte de « dures négociations à venir » en cas de majorité pour l'option du Oui. Les sondages et les enquêtes indiquent que la stratégie de la peur risque d'effrayer une partie des citoyens qui hésitent à accorder leur appui à ce camp.

Le *Renvoi relatif à la sécession du Québec* de la Cour suprême du Canada, publié le 20 août 1998, et la Loi sur la clarté référendaire (en anglais *Clarity act*), adoptée le 20 juin 2000 à la Chambre des communes, auront, de leur côté, un impact très net sur la formulation d'une éventuelle question référendaire qui devra faire référence à l'indépendance du Québec dans un énoncé court et clair, sur le modèle de celle posée lors du référendum écossais de 2014.

Bref, le contexte politique canadien sera complètement différent de ce qu'il était lors des deux référendums de 1980 et de 1995.

6.3 Contexte politique québécois

Le mouvement souverainiste québécois est divisé et trois partis différents portent diverses variantes de l'option indépendantiste. Le Parti Québécois reste la force politique la plus importante, mais Québec solidaire lui fait concurrence, de même que le parti Option nationale, plus marginal, ce qui entraîne une division des votes qui n'est pas sans nuire à la probabilité qu'un parti souverainiste/indépendantiste prenne le pouvoir

et tienne un éventuel troisième référendum. L'émergence de la Coalition Avenir Québec (CAQ) – parti politique nationaliste, mais non indépendantiste – a aussi modifié considérablement le portrait politique en ralliant un bon nombre de nationalistes francophones.

Un « conflit entre le national et le social » – pour reprendre une formule des années 1960 – s'est dégagé en parallèle à celui entre souverainisme et fédéralisme qui dominait la scène politique en 1995. Ce conflit divise les forces indépendantistes de manière plus nette qu'auparavant. Bien entendu, les désaccords et les divergences sur les orientations gauche et droite des politiques existaient lors des deux premiers référendums, mais ils étaient relégués au second plan, et les forces souverainistes avançaient assez unifiées autour d'un objectif commun. Ce n'est plus le cas vingt ans après 1995.

CONCLUSION

Il ressort de notre analyse que les opposants au projet d'indépendance ont des convictions assez assurées comme le montrent les opinions tranchées observées dans les sondages effectués au cours des vingt années qui ont suivi le référendum de 1995. Le rejet ferme de l'indépendance du Québec dépasse les 50 % dans les sondages depuis le début des années 2000. Il en va différemment des partisans de l'indépendance qui apparaissent moins nombreux dans les divers sondages, au point où il faut parler d'une désaffection envers le projet de changement de statut constitutionnel et politique du Québec. Plus précisément, notre analyse a montré que la diminution des appuis à l'indépendance est importante chez les jeunes, chez les personnes actives – et notamment à l'intérieur du groupement porteur du projet souverainiste en 1995 – ainsi que chez les femmes. Il y a donc eu d'importants changements de comportements et d'intentions au sein des sympathisants de l'indépendance du Québec.

Ces observations sur les comportements et les intentions des acteurs doivent être analysées en conjonction avec les changements structureaux observables au Québec depuis une vingtaine d'années. Ainsi, le poids des groupements dans lesquels

L'opposition au projet d'indépendance est la plus élevée s'est accru au sein de la population québécoise. Non seulement les appuis à l'indépendance sont-ils en déclin auprès des groupements qui seraient en principe les plus proches de cette option politique, mais, encore, la mutation structurelle de la société québécoise entraîne la croissance des groupements les plus éloignés de cette dernière et dont les membres ont des raisons fortes d'y être opposés ou, à tout le moins, de ne pas en être des partisans actifs et militants.

Tout mouvement social implique deux grandes composantes, soit la mobilisation collective autour d'un enjeu important à contrer et la mobilisation autour d'un projet à promouvoir en remplacement. Ainsi, le mouvement ouvrier, qui a pris place durant la révolution industrielle, a œuvré à combattre l'exploitation des travailleurs, mais il a aussi proposé des projets et une utopie de remplacement (autogestion, meilleures lois du travail, participation des travailleurs à la gestion, etc.). Plus près de nous, le mouvement étudiant de 2012 au Québec a réussi à faire annuler la hausse appréciable des frais de scolarité prévue à l'université tout en faisant la promotion d'idées nouvelles sur l'éducation. Cependant, les mouvements sociaux perdent de leur force et de leur ampleur lorsque les enjeux négatifs et les problèmes sont moins importants. «La mobilisation dans une action collective est plus probable lorsqu'il y a une menace à contrer que lorsqu'il y a un projet à faire avancer» soutient François Chazel¹².

Le mouvement indépendantiste québécois a toujours capitalisé sur ces deux grandes dimensions des mouvements sociaux. Dans les années 1960, «l'infériorité économique des Canadiens français», les faibles chances de mobilité sociale ascendante des francophones, sans oublier les menaces pesant sur l'avenir de la langue française au Québec ont alimenté la naissance du mouvement indépendantiste moderne. La dénonciation d'injustices collectives et la poursuite de revendications nationalistes ont été au cœur du mouvement. Mais ce dernier

12. François CHAZEL, *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Presses universitaires de France, 1993.

s'est enfermé dans la seule revendication. Il a aussi fait la promotion d'un projet collectif de développement de la société québécoise avec les pleins pouvoirs d'un État indépendant. Ce sont là les deux grandes forces qui ont alimenté le mouvement souverainiste/indépendantiste québécois pendant des décennies et, notamment, lors des deux référendums de 1980 et de 1995.

Les choses ont changé depuis les années 1990. Le développement social et économique du Québec a enlevé au mouvement souverainiste un important levier de mobilisation collective, au point où le ressentiment lié aux griefs et aux revendications d'autrefois est pratiquement disparu. Diverses thèses ont été proposées pour expliquer la crise contemporaine du mouvement indépendantiste. Nous en retiendrons deux. Tout d'abord, Daniel Jacques a élaboré la thèse de la fatigue politique des Québécois francophones, s'inspirant du célèbre essai d'Hubert Aquin sur la fatigue culturelle du Canada français publié en 1962¹³. Simon-Pierre Savard-Tremblay a, quant à lui, bien résumé une autre thèse qui a été formulée par divers auteurs au fil des ans, à savoir que le mouvement indépendantiste québécois est en quelque sorte victime du développement économique, culturel et social du Québec au sein de la fédération canadienne¹⁴. Par ailleurs, les ténors du mouvement indépendantiste ont souvent clamé « qu'un Québec indépendant se classerait au 14^e rang des nations du monde », ce à quoi des fédéralistes répondent : « Si le Québec a si bien réussi, pourquoi alors vouloir faire l'indépendance ? »

Le déclin des appuis au projet indépendantiste chez les Québécois francophones *actifs* et chez les jeunes apporte un certain soutien à la thèse du « mouvement social victime de sa réussite ». Les personnes en emploi (et par extension les étudiants, futurs actifs de demain) ne rencontrent plus les mêmes obstacles à leur avancement professionnel qu'autrefois : l'anglais est moins perçu comme étant menaçant, mais plutôt comme

13. Daniel JACQUES, *La fatigue politique du Québec français*, Montréal, Boréal, 2008. Voir aussi Hubert AQUIN, « La fatigue culturelle du Canada français », (1962) 23 (4) *Liberté* 299.

14. Simon-Pierre SAVARD-TREMBLAY, *Le souverainisme de province*, Montréal, Boréal, 2014.

une langue fonctionnelle. L'indépendance nationale ne serait plus considérée comme aussi nécessaire qu'auparavant alors que persistaient plusieurs griefs propres aux francophones. La « menace à contrer » dont parle F. Chazel est moins forte. Reste donc le projet de société qui acquiert par conséquent une place plus visible dans les débats sur la question de la souveraineté. Nombreux sont ceux qui expriment la nécessité de le reformuler et de le mettre à jour, notamment chez les jeunes, comme l'indiquent les débats chez les militants indépendantistes plus de vingt ans après le référendum du 30 novembre 1995.